FLAMBÉE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Le pouvoir d'achat des Algériens mis à rude épreuve

La flambée des prix des fruits et légumes est sur toutes les lèvres. Exit le sujet de la campagne électorale qui semble ne pas intéresser les ménages. Petit tour des marchés. Marché Bab Azzoun, non loin de la mythique place des Martyrs. Les étals sont bien achalandés, mais les prix, qui ont atteint des seuils records ces derniers jours, donnent le tournis. Aliments de base, la pomme de terre caracole à 90 DA le kilo, l'oignon 60 DA/kg, la tomate 80 DA/kg. Ecoulé à 40 DA, il y a quelques semaines, la carotte culmine à 65 DA le kilo, tandis que les fèves sont cédées à 60 DA. Le poivron est à 200 DA. Idem pour les fruits. Un kilogramme d'oranges est cédé à 100 DA, la pomme à 150 DA/kg et les bananes sont écoulées à 125 DA.

A 300 DA le kilo, les fraises sont un luxe pour les familles aux modestes revenus. Boualem, la trentaine, fonctionnaire, peste contre les pouvoirs publics, incapables, selon lui, de trouver des solutions à ces flambées chroniques et ruineuses. *«On ne comprend rien à ce remue-ménage. Les autorités rassurent et usent d'arguments fallacieux, mais la réalité est bien amère. Alors, nous crapahutons pour arriver à joindre les deux bouts.Nos gouvernants se préparent à tenir des élections. Je trouve honteux cette hypocrisie à nous bombarder de promesses au moment où le tubercule devient un luxe»*, fulmine-t-il. Et d'ajouter : *«Cela fait plusieurs années que nous payons les pots cassés. Et cela devient vraiment insoutenable et révoltant.»*

Le salaire de Boualem, qui est de 20 000 DA, est vite absorbé par les nombreuses dépenses. A l'instar de beaucoup d'Algériens, il n'en finit pas de faire ses calculs d'épicier. Père de 4 ans enfants, il dit être dans l'obligation de s'adonner à d'autres *«petits boulots»*. *«Humiliés que nous sommes par la cherté de la vie, je ne me sens aucunement concerné par ces élections. Et puis, tout n'est-il pas joué d'avance ! Même les plus jeunes le savent. Ce n'est un secret pour personne»*, lâche-t-il, amer. Changement de décor. Marché T'nach à Belcourt. Le niveau de la mercuriale n'a pas changé d'un iota, avions-nous observé. Deux vieux sont assis à même le sol à palabrer. *«Vous savez, mon enfant, ça devient de plus en plus cher. Je ne vous cache pas que j'ai pris une tomate entre les mains avant de la déposer sur l'étal. Le kilo coûtait 90 DA. Je me demande comment nous allons faire si cela continue comme ça»*, soupire l'un d'eux. Pour lui, la responsabilité de la flambée des prix incombe au gouvernement.

Affirmant que ce dernier *«ne fait rien pour nous soustraire de cette misère»*, il estime de son devoir de leur rendre *«la monnaie»* en ces temps de campagne. Comment ? *«Nous ne nous sommes pas les dindons de la farce. Le jour du vote, je resterai à la maison. C'est notre manière à nous d'exprimer notre colère»*, jure-t-il en haussant le ton. Son collègue se contente d'acquiescer. Non loin d'eux, des vendeurs tentent d'attirer de nouveaux clients. Ici, les ménages, comme partout ailleurs, s'approvisionnent au compte-gouttes. *«Avec les prix hors de portée pratiqués, je n'achète que par petites quantités»*, explique une femme, quadragénaire. Ira-t-elle voter en ces temps de flambée ?

Déconcertée, notre interlocutrice trouve *«indécent tout ce tintamarre»*, faisant allusion à la campagne électorale, dont la clôture est prévue aujourd'hui. Son exigence est celle de tous les Algériens. *«Ils devraient travailler d'abord à améliorer le vécu des gens au lieu de nous servir autant de promesses mensongères»*, objecte-t-elle, en estimant qu'elle a *«d'autres chats à fouetter que de se rendre à l'isoloir»*.

Même propos indignés de Smaïl, fonctionnaire à l'APC de Belouizdad, rencontré au marché. *«Alors que les prix des fruits et légumes s'affolent, l'on nous invite à aller au vote. C'est du mépris ! La campagne actuelle est faite juste pour amuser la galerie»*, indique-t-il, en concluant que *«les citoyens sont plutôt préoccupés par leur gagne-pain que par l'urne.»*

Hocine Lamriben

POMME DE TERRE

Les restrictions sur les engrais réduisent la récolte

Les conjectures vont bon train sur l'augmentation vertigineuse des prix de la pomme de terre. Plusieurs facteurs sont apparus, compromettant sérieusement la récolte de l'arrière-saison, notamment dans la wilaya de Aïn Defla, qui est connue pour être une zone à fort potentiel. La récolte a été retardée au-delà du mois de février en raison des fortes précipitations qui avaient engendré des pertes sèches. Les agriculteurs avaient lancé un SOS suite aux inondations ayant affecté des surfaces au niveau de plusieurs communes. La pluviosité abondante a eu pour conséquence le pourrissement du produit et l'abandon de bon nombre d'agriculteurs découragés et contraints à baisser les bras devant l'ampleur des dégâts. La production était vraisemblablement compromise d'avance avec la désaffection des fellahs suite aux dernières mesures mises en place concernant l'acheminement des engrais phosphatés aux concernés, nous a confié un producteur. Notre interlocuteur fera observer au sujet de ce dossier que *«la paperasse et le travail agricole ne font pas bon ménage»*, expliquant que l'accès aux engrais nécessite un passage obligé par une procédure bureaucratique qui induit la fourniture de nombreux documents. Une démarche que beaucoup de professionnels de cette filière trouvent contraignante et les pousse à lui tourner le dos. Notre interlocuteur soulignera en outre que l'indisponibilité des engrais durant la période exigée a contribué beaucoup à déstabiliser le marché de la pomme de terre, réduisant du coup le rendement à l'hectare et créant un déséquilibre conséquent entre l'offre et la demande. Une situation qui obéit aux lois du marché lequel manque de surcroît d'organisation, précise la même source.

Dans le même registre, les concernés diront avoir eu droit à 10 q d'engrais pour 15 ha et plus alors que pour obtenir un rendement maximum, disent-ils, les besoins varient entre 280 à 300q/ha. Un état de fait qui a porté atteinte à la qualité du tubercule et ouvert la voie une fois de plus à tous les excès, affirment des sources proches de cette filière puisque les engrais ont été vendus par des privés à des prix prohibitifs. Par ailleurs, on notera une réduction pour cette année. La superficie plantée a atteint 8300 ha dont 7300 ont été réservés à la pomme de terre de consommation et le reste à la semence.

Une baisse a été constatée comparativement à l'année 2007-2008 au cours de laquelle la superficie était de 10 000 ha, selon des sources émanant du secteur de l'agriculture. La wilaya de Aïn Defla où l'on compte un nombre important de professionnels dans la filière fournit le marché national à hauteur de 35 à 40% avec une production de l'ordre de 5 millions de quintaux, mais une capacité de stockage sous froid pour le moins insuffisante pouvant atteindre 150 000 m³. Pour la prochaine récolte attendue entre la fin de ce mois et la mi-mai, on prévoit une production de 2,5 millions de quintaux. Est-ce à dire que les prix de la pomme de terre seront revus à la baisse ? D'aucuns estiment qu'il est encore difficile de se prononcer là-dessus en l'absence d'indicateurs fiables liés notamment à un manque flagrant d'organisation du marché, ont encore indiqué nos sources, même si des voix optimistes s'élèvent pour rassurer à la fois et les agriculteurs et les consommateurs.

Aziza L.

BILAN MITIGÉ DU SYRPALAC

L'Etat a prévu de contrecarrer les agissements des spéculateurs en installant en date du 10 juillet 2008 le Système de régulation des produits de large consommation (Syrpalac). Celui-ci, accueilli avec scepticisme au début, a permis de stocker au niveau de 90 chambres froides 24 900 t auprès de 54 opérateurs. Par ailleurs, l'opération de déstockage avait été lancée 4 mois plus tard suite à une baisse du prix de ce produit de l'ordre de 45 DA/kg observée au niveau du marché de détail. Ainsi, 223 t ont été mises sur le marché pour casser les prix tout en protégeant les agriculteurs. Le Syrpalac a été créé pourfaire en sorte que le produit soit disponible sur le marché en dépit de son prix excessif. Toutefois, après une période de stabilité, de nouvelles perturbations sont apparues dans la filière de la pomme de terre.

A. L

CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'Algérie risque un recul sur la production agricole

A l'ombre du débat crucial sur les enjeux du développement durable dans l'espace méditerranéen, l'Algérie demeure confrontée à des défis majeurs qui risquent de compromettre les secteurs névralgiques. Ce constat se dégage du rapport annuel Mediterra 2009 du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) qui sera présenté demain à la presse. Elaborée sous le thème «Repenser le développement rural en Méditerranée», l'édition de cette année de Mediterra met l'accent sur le changement climatique, les ressources naturelles et le développement rural dans l'espace méditerranéen. L'analyse faite sur l'agriculture en Algérie fait ressortir des résultats inquiétants sur l'aggravation des contraintes à long terme, si une stratégie de développement durable sérieuse et consolidée n'est pas mise en œuvre.

C'est le cas de la production céréalière, dont les chercheurs du CIHEAM estiment le recul à 10% en moyenne par année du fait des changements climatiques. A ce rythme, la production céréalière d'hiver en Algérie, qui est actuellement de 40 millions de quintaux par année, ne dépassera pas les 36 millions de quintaux à l'horizon 2020, alors qu'elle sera de 20 millions de quintaux seulement à la même échéance si la saison est compromise par la sécheresse. Une production, évidemment, très en deçà des besoins, sachant qu'*«à l'horizon 2025, la demande en céréales serait de 10 millions de tonnes (100 millions de quintaux)»*. Cependant, *«dans l'étude réalisée au titre du PNDA, sur les 6 millions d'hectares consacrés à la céréaliculture en régime pluvial, les terres favorables aux céréales ont été estimées à 1,2 million d'hectares avec un rendement de 25 q/ha, ce qui permettrait une production de 3 millions de tonnes (30 millions de quintaux)»*, relève l'analyse en question tout en mettant en garde que *«le changement climatique touchera aussi les légumes dont les rendements diminueraient de 10 à 30% en Algérie et de près de 40% au Maroc à l'horizon 2030»*, est-il encore mentionné dans la même publication. L'impact du changement climatique sur le potentiel en eau mobilisable à l'horizon 2025 n'est pas moins important. En Algérie, le potentiel qui est actuellement de 9 milliards de mètres cubes risque de connaître une réduction de 35% (3,1 milliards de mètres cubes) dans les 15 prochaines années si la pluviosité reste faible. Les retombées négatives du changement climatique interviennent aussi sur le processus du développement rural en aggravant le phénomène de l'exode vers les zones urbaines. Mediterra 2009 souligne, à cet effet, *«la sécheresse provoque une chute drastique des rendements des productions agricoles, y compris des variétés locales plus rustiques, une décimation du cheptel et une désertification par la dégradation des couverts végétaux et des sols»*. Outre les facteurs naturels, la reconsidération des systèmes de gouvernance s'impose en Algérie pour un meilleur processus de développement rural. Dans le chapitre consacré à ce volet, il est souligné que *«les différents recensements en Algérie confirment une tendance à la baisse de la population rurale (...). L'accessibilité aux services de base pour les populations dites éparses et le fonctionnement aléatoire des infrastructures ont alimenté ces dernières années la pauvreté et l'exclusion des populations des facteurs de progrès»*.

C'est là que se fait sentir la nécessité de mettre en œuvre une politique de gouvernance dans le milieu rural qui prône la décentralisation, préconisent les chercheurs du CIHEAM.

Mohamed Naïli

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

5e FIF

Forum International de la Finance

12 et 13 Mai 2009, Hôtel Aurassi

Thématiques :
- Banque & Assurance
- Gestion du Patrimoine
- Crise Financière Internationale

Informations et inscriptions
www.fif-alger.dz - email : b.stambouli@yahoo.fr
d.ousmaal@yahoo.fr. - suisse.contact@fif-alger
Tél./Fax : 021 67 86 11 / 021 67 86 10.

Publicité